

Développement et genre *en bref*

Une mise à jour de BRIDGE

Numéro 12

Mars 2003

Genre et budgets

DANS CE NUMERO :

- Un instrument pour progresser vers l'équité
- Genre et budget participatif à Recife
- Influencer sur les processus macro-économiques en Tanzanie

Pourquoi les progrès vers l'égalité des sexes sont-ils si lents ? En partie, parce que le financement ne suit pas les engagements politiques. Si, dans leur répartition, les budgets gouvernementaux perpétuent les préjugés sexistes, ils offrent néanmoins la possibilité d'agir sur les inégalités entre les sexes. Ces dernières années, des Initiatives Budgétaires pour l'équité entre les sexes (Gender Budget Initiatives, GBI), ont tenté de relever ce pari, au sein comme à l'extérieur des gouvernements. Bien qu'encore au stade de l'analyse, pour la plupart, plongées dans l'examen minutieux du budget et de son impact du point de vue des disparités entre les sexes, leur ultime objectif est d'intégrer la notion de genre dans les critères de programmation budgétaire. Il n'y a pas de formule magique pour une GBI réussie, le contexte national étant déterminant, mais certaines stratégies peuvent les renforcer. Le regroupement d'associations de la société civile peut constituer un levier politique supplémentaire pour influencer les choix budgétaires des gouvernements. Le Programme de réseaux pour le genre en Tanzanie (Tanzania Gender Networking Programme, TGNP) en est un exemple réussi. Une autre stratégie innovante consiste à associer la population à la formulation des budgets. Dans la municipalité de Recife, au Brésil, une initiative intéressante s'efforce d'accroître la proportion de femmes impliquées dans l'expérience du budget participatif.

Genre et budgets : un instrument au service de l'équité

HELENA HOFBAUER BALMORI, Fundar

Quoi de plus incompatible que la rigidité technique des budgets et la démarche généralement souple des intervenants sur toutes les questions relatives au genre ? Pourtant, quiconque s'est battu pour imposer la prise en compte des disparités sexuelles dans les politiques gouvernementales sait que, sans argent, tout programme d'action se change en inaction.

Les intervenants dans le domaine du genre, tant au sein qu'à l'extérieur du gouvernement, ont appris cette leçon à leurs dépens. En dépit d'engagements planétaires des gouvernements en faveur de l'égalité entre les sexes, les relations inégales demeurent la norme. Les exemples ne manquent pas de promesses rhétoriques non tenues, faute d'une politique pour les soutenir. De plus, sans un financement spécifique et suffisant, ces politiques ne peuvent espérer répondre véritablement aux besoins différenciés des femmes et des hommes, des filles et des garçons.

Les schémas macro-économiques traditionnels se fondent sur un « homme économique », sans autre notion de contexte historique, genre, classe sociale, orientation sexuelle, appartenance ethnique ou position géographique pour le définir. Dans la vie, cet individu abstrait n'existe pas. Les relations entre les sexes pèsent indéniablement sur la répartition des richesses, l'accès aux

services et aux ressources, et aux opportunités nécessaires au développement du potentiel humain. En conséquence, les budgets — principale expression de la politique macro-économique aux niveaux national et sub-national — reproduisent dans une large mesure cette incapacité à reconnaître les conditions auxquelles hommes et femmes sont confrontés et leurs besoins différenciés. Néanmoins, si les budgets contribuent à la transmission et la reproduction des attitudes sexistes, ils offrent aussi l'opportunité de réduire les inégalités entre les sexes.

Plus de 50 pays ont tenté, au cours des huit dernières années, de concilier les exigences du genre, du développement, de l'équité et les chiffres austères des budgets gouvernementaux. Dans leur majorité, les Initiatives Budgétaires ne se contentent pas d'identifier des dépenses ciblées ou d'allouer davantage de fonds aux femmes. Elles cherchent également à décomposer et identifier l'impact indifférencié et l'incidence du revenu national sur les hommes et les femmes. En tant que telles, ces Initiatives peuvent contribuer de manière significative aux objectifs généraux que sont l'équité, l'égalité, l'efficacité, la transparence, la réalisation de droits sociaux, économiques et culturels et la bonne gouvernance. Ils représentent un moyen concret d'évaluer l'action (ou l'inaction) gouvernementale — en fonction des sommes qui y sont affectées — et d'éplucher le budget, par des modalités de contrôle plus précises.

Les premières GBI furent inspirées de « l'Initiative budgétaire des femmes » menée par le gouvernement australien au cours des années 80. D'autres initiatives se sont nourries de l'expérience du Budget des femmes sud-africaines (South African Women's Budget) et du Budget « genre et développement » (Gender and Development, GAD) philippin. La plupart des initiatives budgétaires ont développé leurs propres méthodologies, tirant des outils et des stratégies d'une vaste gamme d'expériences. Elles ont parfois bénéficié d'ouvertures intéressantes dans le cadre de réformes politiques d'envergure. Chaque Initiative Budgétaire doit être envisagée comme un processus indépendant, tenant compte des dynamiques, du contexte et des caractéristiques propres à chaque pays. En Écosse, par exemple, elle est étroitement liée à l'actuelle dévolution du pouvoir au gouvernement écossais. Au Rwanda, elle est indissociable du processus de reconstruction après le génocide et de la question de la décentralisation, tandis qu'au Pérou, elle intervient surtout au niveau municipal.

Nombre de ces initiatives sont placées sous la direction et le contrôle des gouvernements, avec parfois de généreux encouragements de la communauté des bailleurs de fonds. Il serait malavisé, cependant, de laisser aux seuls gouvernements la responsabilité de promouvoir des budgets tenant compte des différences socio-culturelles entre les sexes. Faire progresser la notion si flexible de genre dans les structures rigides de la bureaucratie étatique exige une pression considérable, des alliances et une collaboration étendue au sein et à l'extérieur du gouvernement (voir l'article sur l'expérience tanzanienne). L'approche sud-africaine a trouvé la clé de son dynamisme dans le lien qu'elle a établi au démarrage entre la société civile et les parlementaires. L'initiative mexicaine, un regroupement large d'organisations de la société civile, a aujourd'hui un pied dans le gouvernement.

S'il n'existe pas de recettes toutes faites susceptibles de garantir le succès des initiatives budgétaires, certaines stratégies peuvent les renforcer. Ainsi, toute action de sensibilisation menée sur la base de recherches scientifiques peut former l'ossature d'une initiative budgétaire. Une profonde connaissance du processus, des caractéristiques et des implications budgétaires sont nécessaires pour guider les initiatives intra-gouvernementales comme celles de la société civile. Force est de constater que, dans leur formulation actuelle, les budgets ne peuvent permettre d'avancer vers l'équité. Les ateliers visant à démystifier les choix budgétaires aux yeux des militants de l'égalité entre les sexes, puis les formations en vue de sensibiliser les responsables politiques à la problématique hommes/femmes, sont de nature à renforcer l'impact d'une initiative.

Toutes les initiatives budgétaires ont connu des vicissitudes, plus ou moins de bonheur ou de déception. Faire inscrire des budgets soucieux de l'équité au programme du gouvernement, comme dans la municipalité de Villa el Salvador, au Pérou, peut représenter une avancée considérable. De nombreuses initiatives budgétaires peuvent aussi être fières d'avoir appris à de simples citoyennes

à lire et comprendre un budget. Dans certains pays, les Initiatives Budgétaires ont déjà imposé des réformes dans le budget et les politiques qui y sont associées. Au Mexique, les dépenses et les fonds affectés aux programmes de réduction de la mortalité maternelle ont été régulièrement augmentés. Or, en ces temps d'austérité budgétaire, maintenir le niveau de financement des programmes destinés aux femmes constitue déjà en soi un véritable tour de force.

Un autre apport positif est la participation. En permettant aux femmes de jouer un rôle dans un domaine dont elles sont habituellement exclues — comme les finances publiques — les GBI ont un réel effet d'autonomisation, même si la participation large aux questions budgétaires demeure l'exception plutôt que la règle. Ainsi, les expériences intéressantes de budgétisation participative au Brésil n'ont abordé la question du genre que de façon marginale — avec toutefois de notables succès à Recife (voir l'article ci-dessous).

Les initiatives budgétaires ont un commun défi à relever pour réaliser leur potentiel. Jusqu'à maintenant, aucun pays ne peut se targuer d'avoir établi un budget soucieux de l'équité entre les sexes et pleinement opérationnel. La plupart des initiatives en sont encore au stade de l'analyse, à évaluer l'impact et l'incidence des budgets sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Leur ultime objectif est néanmoins de faire admettre la notion de genre dans les critères retenus pour la *programmation*, la *formulation* du budget et sa *mise en œuvre*. Il est essentiel de progresser vers l'établissement de budgets équitables en ces temps où bailleurs de fonds, gouvernements et représentants de la société civile témoignent d'un enthousiasme croissant. Les GBI sont donc plus que jamais soumises à l'obligation de résultats, sans perdre de vue que ces initiatives évoluent sur le long terme et construisent les capacités et la compréhension par des processus graduels.

Pour œuvrer à l'instauration concrète de budgets équitables, les initiatives budgétaires doivent faire l'objet d'un suivi constant et d'évaluations régulières, ainsi que d'une mise en commun de leurs impacts propres et identifiables. Pour dépasser le stade de l'analyse, il convient d'identifier et de documenter les méthodes de formulation budgétaire intégrant des paramètres sexo-spécifiques. L'expérience grandissante en matière de capacitation des promoteurs de tels budgets et de sensibilisation des pouvoirs publics à cette problématique doit être partagée. Il est temps également d'explorer de nouvelles démarches, alliances et outils comme la prise en compte des disparités sexuelles dans les initiatives budgétaires participatives, l'élaboration de techniques de recherches participatives soucieuses de l'équité ainsi que la diffusion large d'une approche du genre et des budgets fondée sur la reconnaissance des droits.

À l'instar d'autres démarches visant à faire progresser l'équité entre les sexes, ce n'est qu'avec du temps et des moyens que les initiatives budgétaires réaliseront leur potentiel. En tant qu'instrument de lutte contre des inégalités structurelles, les initiatives budgétaires ont énormément à offrir — mais elles ont aussi leurs limites. Elles ne peuvent à elles seules résoudre tous nos problèmes. Mais elles peuvent contribuer de façon importante aux progrès vers l'équité.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :
Helena Hofbauer Balmori,
Directrice, Fundar (Centro de Análisis e Investigación)
Popotla No. 96, Int. 5
Tizapan – San Angel
C.P. 01090, Mexico D.F., Mexico
Tel: +52 5595 2643
Fax: +52 5681 0855
email: helena@fundar.org.mx

Genre et budget participatif à Recife

ANDREA BUTTO, JOSINEIDE MENESES et MARTA AZEVEDO, Coordenadoria da Mulher, Brésil

En 1995, la municipalité de Recife, au Brésil, a introduit un système de consultation populaire sur la question du budget. À ses débuts, la participation au processus budgétaire était limitée. Restreinte aux membres d'organisations spécifiques, elle ne pouvait répondre au problème de l'inégalité entre les sexes. Recife connaît un fort taux de pauvreté et d'exclusion sociale lié aux discriminations sexuelles et à l'appartenance ethnique. Après sa victoire aux élections municipales de 2001, le Frente de Izquierda (gauche unie) de Recife s'est efforcé de combattre l'exclusion sociale et les inégalités entre les sexes à l'échelle de la ville. La nouvelle mairie a ainsi créé la Coordenadoria da Mulher (coordination des femmes) en vue de coordonner les politiques étatiques concernées par les problématiques hommes-femmes. Ce groupe travaille en collaboration avec un corps de la société civile, le Conseil Municipal des Femmes, pour faire progresser les questions liées aux spécificités de chaque sexe au sein de la municipalité.

Des discussions entre membres de l'état et de la société civile ont permis à l'administration du Frente de Izquierda de Recife de définir une nouvelle stratégie dans le cadre du budget participatif, en vue, essentiellement, d'élargir la consultation populaire et d'accroître la participation des femmes au processus budgétaire. Dans ces deux domaines, la Coordenadoria da Mulher a joué un rôle actif.

Le nouveau budget participatif s'articule autour de deux stratégies principales. D'une part, des réunions locales se tiennent dans différents quartiers de la ville pour débattre des problèmes et des besoins budgétaires. Chaque partie de la ville forme un forum régional constitué de représentants des réunions locales. D'autre part, des forums thématiques ont été constitués pour répondre à des problèmes précis comme l'éducation et la santé. Au cours de la première année (2001), dix-huit réunions locales et six forums thématiques ont vu le jour. En 2002, ce nombre a progressé pour atteindre cinquante-quatre réunions locales et huit forums thématiques. Deux représentants de chaque forum (régional et thématique) participent au Conseil Général du Budget Participatif.

Parallèlement à ces réformes dans l'élaboration du budget, Coordenadoria da Mulher a initié une stratégie pour inciter un plus grand nombre de femmes à s'impliquer dans le budget participatif, autour de trois activités principales :

1. Aires de jeu participatives

Des espaces de récréation mobiles pour les enfants ont été créés et se déplacent sur les lieux de réunions budgétaires, à l'intention des femmes qui n'ont pas la possibilité de faire garder leurs enfants.

2. Campagne pour l'élection de déléguées et de conseillères.

Des brochures soulignant l'importance de la participation des femmes dans les processus budgétaires ont été distribuées à l'occasion des réunions locales. Cette mesure vise non seulement à accroître la participation des femmes dans ces réunions mais aussi à garantir une meilleure représentation des femmes dans les forums régionaux et thématiques.

3. L'Assemblée des femmes

Organisées avec des représentants du gouvernement, du mouvement féministe et des militants en lutte contre la discrimination raciale, ces assemblées cherchent à dégager des moyens pour amplifier la mobilisation sur le thème de la participation des femmes au processus budgétaire. Entre autres activités, elles sont à l'origine de brochures de propagande et de compositions musicales à l'usage des stations de radio locales. En 2002, l'Assemblée des Femmes fut intégrée avec succès au budget participatif comme un nouveau forum thématique, le Forum Thématique sur les Femmes.

La création du Forum Thématique sur les Femmes permet à cette initiative d'exprimer sa voix dans la structure officielle de décision budgétaire et, du même coup, dans la définition des priorités

reconnues par le Conseil Général du Budget Participatif. En outre, elle participait désormais à l'élection des membres de l'instance coordonnatrice du Conseil Général. Grâce aux efforts déployés au cours de cette campagne, une candidate du mouvement de défense des femmes noires fut élue au bureau de coordination.

La prochaine étape aura pour tâche de consolider les liens entre le nouveau Forum Thématique sur les Femmes et les activités du Conseil Municipal des Femmes. La Coordenadoria da Mulher voit dans la rencontre de militantes aguerries de la cause des femmes avec leurs consœurs novices, récemment sensibilisées aux idées de transformation sociale, un levier formidable pour améliorer les vies, la participation et la représentation des femmes à Recife.

Pour de plus amples renseignements, écrire à :
Andrea Lorena Butto Zarzar, General Coordinator
Coordenadoria da Mulher
Cais do Apolo, 925 Iotavo andar Edifício Sede da Prefeitura do Recife
CEP: 50030-930 – Recife
Pernambuco
Brésil
email: albutto@recife.pe.gov.br

Influer sur les processus macro-économiques en Tanzanie.

MARY RUSIMBI and JOSE MZINGA, Programme de réseaux sur le genre en Tanzanie (Tanzania Gender Networking Programme, TGNP)

Au cours des années 1990, la Tanzanie a subi de plein fouet les effets cumulés d'un programme d'ajustement structurel, de la libéralisation économique, de la mondialisation et de l'augmentation de sa dette. Face à la marginalisation croissante des femmes, des jeunes et des hommes pauvres, l'examen des processus macro-économiques, y compris au travers du budget, réclamait de toute évidence des démarches plus aptes à tenir compte des difficultés de chaque sexe et soucieuses du sort des plus démunis.

En 1997, ce défi fut relevé dans le cadre de la GBI créée par le Programme de réseaux pour le genre en Tanzanie (Tanzania Gender Networking Program, TGNP), en collaboration avec FemAct (Feminist Activism Coalition, un regroupement d'organisations féministes). Il s'agissait, à l'origine, d'entreprendre des recherches en matière de budget équitable au sein des ministères les plus affectés par la situation économique, à savoir l'éducation et la santé. Pour apprendre à intervenir efficacement dans les décisions budgétaires, les initiatives budgétaires ont en outre soigneusement étudié le rôle du Ministère des finances et de la Commission de programmation. De plus, dès le début, les partenaires ont consacré une bonne partie de leur temps et de leur énergie à contacter et influencer certains acteurs clés au sein du gouvernement, susceptibles de leur servir de futurs points d'entrée.

Inspiré par le travail de TGNP et de FemAct, le ministère des finances initia un an plus tard son propre chantier de budget pour l'égalité entre les sexes. Le ministère rattacha cette activité au programme de dépenses à mi-terme qu'il venait d'introduire et se concentra sur six ministères : la santé, l'éducation, l'eau, l'agriculture, les collectivités locales et le ministère en charge des questions relatives aux genres. Enfin, reconnaissant la nécessité d'une expertise extérieure dans le domaine du genre, le ministère des finances loua les services de TGNP au titre de consultant en budget pour le genre.

Si le travail du TGNP et de FemAct a remporté quelque succès, au sein comme à l'extérieur du

gouvernement, il a également mis en lumière les limites d'une approche exclusivement centrée sur le budget. Les fonctionnaires des finances travaillent dans le respect de paramètres décidés ailleurs. Pour atteindre les objectifs de transformation économique et d'équité entre les sexes, TGNP et FemAct ont dû rechercher des moyens d'agir sur les politiques macro-économiques et sur les réformes de programmes déterminant les recettes et les dépenses publiques.

Le premier point d'entrée fut l'élaboration d'une Proposition de stratégie de réduction de la pauvreté, PSRP (Poverty Reduction Strategy Paper, PRSP)

Propositions de stratégies de réduction de la pauvreté (PSRP)

Dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres fortement endettés, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) conditionnent l'accès à des prêts à taux préférentiels et à un allègement de leur dette à la mise en œuvre de stratégies de réduction de la pauvreté, résumées dans une PSRP. Ces politiques, à leur tour, sont destinés à orienter le budget d'un pays.

La Banque Mondiale conseille aux gouvernements, dans une certaine mesure, d'associer le public à l'élaboration des PSRP. En Tanzanie, les organisations non-gouvernementales (O.N.G.) ont estimé que la population avait été insuffisamment consultée au cours de l'élaboration de la PSRP, Aussi, en 2000, TGNP se joignit à une coalition d'O.N.G. pour réclamer une meilleure intégration des voix de la société civile. Ce regroupement organisa des ateliers consultatifs en direction de la société civile et engagea des discussions avec des acteurs clés du gouvernement sur le contenu et la démarche de la PSRP.

TGNP est également un membre incontournable du Groupe de Travail sur les politiques macro-économiques du genre (Gender Macro Policy Working Group, GMPWG). Ce dernier réunit des militants de la problématique du genre agissant au sein d'O.N.G., d'organisations donatrices et de ministères gouvernementaux, pour inscrire les priorités de ce domaine dans les décisions macro-économiques du pays. Ce groupe a formulé une série de commentaires sur les avant-projets de PSRP et rencontré des représentants du gouvernement et de la Banque Mondiale. Si ses interventions n'ont pas entraîné de modifications fondamentales dans le document final, elles ont mis en lumière les caractères sexo-spécifiques de la pauvreté dans les débats.

Après acceptation de la proposition par le FMI, TGNP a continué à participer à l'examen annuel des PSRP. En 2001, ces diverses campagnes ont conduit à l'inclusion d'importants indicateurs sensibles aux disparités socio-culturelles entre les sexes (en éducation, santé, au niveau des lois et en agriculture, par exemple) dans le mécanisme de suivi. Gouvernement et bailleurs de fonds ayant rejeté une proposition visant à mettre en place un système de suivi parallèle, non-gouvernemental, TGNP prit le temps de réfléchir à l'opportunité de participer aux équipes de contrôles gouvernementales officielles, et de quelle manière. Il accepta finalement de se joindre à l'équipe chargée de la recherche et de l'analyse.

Le second point d'entrée s'incarna dans les bilans annuels de dépenses publiques (Public Expenditure Reviews, PER)

Étude sur les dépenses publiques (PER)

Cette série d'études annuelles, initiée par la Banque Mondiale, examine les recettes et dépenses publiques d'un pays. Ces bilans existaient avant l'introduction des PSRP et n'ont pas matière à consulter la population. Les prises de décision autour des PER sont plutôt dominées par les bailleurs de fond. Comprendre la ventilation des dépenses leur permet d'orienter leurs propres stratégies et de décider de l'affectation de leurs futures contributions financières.

La part des bailleurs étant si importante dans le budget Tanzanien, les PER peuvent avoir une influence considérable sur les ressources mises à la disposition des femmes, des jeunes et des hommes pauvres.

En Tanzanie, le gouvernement a joué un rôle relativement important dans les PER, dans le cadre de son engagement à prendre en charge certains processus, menés par les donateurs dans de nombreux autres pays. Au début, TGNP éprouva quelques difficultés à s'y retrouver dans le déroulement du PER. Mais en 1999, TGNP fut enfin invité officiellement par le Ministère des Finances et de la Planification à assister aux réunions du PER. Ce fut un bienfait tout relatif car, pauvre en personnel, TGNP dut trouver quelqu'un pour assister à deux nouvelles réunions par semaine. Néanmoins, TGNP estime que le jeu en valait la chandelle. Désormais, le GMPWG est également membre des réunions du PER. Autre succès, au terme d'un accord récent, les problèmes sexo-spécifiques apparaîtront de manière explicite comme une composante de l'étude à venir sur le revenu.

TGNP se bat actuellement pour obtenir l'entrée des organisations non-gouvernementales dans le Groupe Consultatif, un forum de consultation regroupant bailleurs et gouvernement. À ce titre, le Groupe Consultatif organise une rencontre annuelle entre le gouvernement tanzanien et la communauté des bailleurs de fonds, afin de discuter des priorités politiques et budgétaires pour l'année à venir. En 2001, les organisations non-gouvernementales furent invitées à une réunion informelle après la clôture des séances officielles. Les O.N.G. se sont alors plaintes de n'être admises à intervenir qu'une fois que les décisions majeures avaient été prises. À l'issue de discussions animées et de pressions diverses, les O.N.G. obtinrent l'autorisation de participer aux réunions avec le gouvernement et les représentants des donateurs. Les contributions des O.N.G. au Groupe Consultatif se sont structurées avec le temps et un document résumant les points de vue de la société civile sur l'impact des PSRP — y compris ses aspects négatifs sur les femmes — a été présenté.

TGNP s'est montré novateur et fin stratège en reliant son travail en faveur d'un budget tenant compte du genre à sa campagne pour doter les PSPP et PER d'une approche soucieuse à la fois de l'équité entre les sexes et du sort des plus démunis. Les ressources du TGNP ont parfois été soumises à rude épreuve, dans la mesure où ces activités — les campagnes, le travail d'autonomisation et la formation de coalitions — réclament des ressources humaines spécifiques. Pour TGNP, un nouveau défi se profile d'ores et déjà à l'horizon, celui d'étendre les réalisations accomplies à l'échelon national au niveau des régions.

Pour de plus amples renseignements, écrire à :

Tanzania Gender Networking Programme

PO Box 8921

Dar Es Salaam, Tanzanie

email: tgnp@tgnp.co.tz

website: www.tgnp.co.tz/

Pour aller plus loin :

BRIDGE, 2003, *Gender and Budgets*, BRIDGE Cutting Edge Pack, Brighton: Institute of Development Studies

http://www.ids.ac.uk/bridge/reports_gend_CEP.html

Budlender, D. and Hewitt, G. (eds), 2002, *Gender Budgets Make More Cents: country studies and good practice*, Secrétariat du Commonwealth, Londres

www.thecommonwealth.org/pdf/gender/GBMC%20%20Country%20studies.pdf

Budlender, D., Sharp, R. and Allen, K., 1998, *How to Do a Gender-Sensitive Budget Analysis: contemporary research and practice*, Agence Austrélienne pour le Développement International, Canberra et Secrétariat du Commonwealth, Londres

www.thecommonwealth.org/gender/htm/publications/gms_pdf/AusAIDTr.pdf

Budlender, D., Elson, D., Hewitt, G. and Mukhopadhyay, T. (eds), 2002, *Gender Budgets Make Cents: understanding gender responsive budgets*, Secrétariat du Commonwealth, Londres
www.thecommonwealth.org/pdf/gender/GBMC%201%20Understanding%20GB.pdf

Elson, D., 1999, *Gender Budget Initiative Tools*, Secrétariat du Commonwealth, Londres
www.thecommonwealth.org/gender/htm/publications/gms_pdf/Brochure3.pdf

Elson, D., 2000, 'Accountability for the progress of women: women demanding action' in Elson, D., *Progress of the World's Women: UNIFEM Biennial Report*, UNIFEM, New York
www.bellanet.org/grbi/docs/progr-ww5.pdf?OutsideInServer=no

Eşim, S., 'Impact of government budgets on poverty and gender equality', Inter-Agency Workshop on Improving the Effectiveness of Integrating Gender into Government Budgets, Secrétariat du Commonwealth, Marlborough House, Londres, 26–27 Avril
www.siyanda.org/docs/future_direction.doc

Holvoet, N., 2002, « La prise en compte des sexospécificités dans la budgétisation : une vision globale pour renforcer la gestion économique et financière, rapport de conférence », Conférence de haut niveau UNIFEM-OCDE-Conseil Nordique-Gouvernement belge, Bruxelles, 16–17 Octobre 2001
www.dgic.be/documents/gender_report_conf_oct01.pdf

Norton, A. and Elson, D., 2002, *What's Behind the Budget? Politics, rights and accountability in the budget process*, Londres : Overseas Development Institute (ODI)
www.odi.org.uk/pppg/publications/books/budget.pdf

Sites Webs :

Siyanda - www.siyanda.org (taper 'budgets' dans le moteur de recherche)

Gender Responsive Budget Initiatives - www.gender-budgets.org

International Budget Project - www.internationalbudget.org

EN BREF

Votre avis nous intéresse ! Email: bridge@ids.ac.uk ou pour nous écrire : BRIDGE, IDS, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, UK Fax: +44 (0)1273 678491

Également disponible : Le Kit Actu'« Genre et budgets » (Cutting Edge Pack)

Avec, en plus de ce numéro d'En Bref :

- Un panorama des principaux problèmes, pratiques exemplaires et recommandations
 - Un jeu de ressources comprenant des résumés de textes de base, des études de cas, des outils, des ressources en ligne et les coordonnées des organisations intervenant dans ce domaine.

BRIDGE est un service d'information et de recherche en genre et développement basé à l'Institute of Development Studies (IDS) au Royaume-Uni. BRIDGE soutient les efforts déployés dans la sphère politique et sur le terrain en faveur de la prise en compte du genre, en comblant le fossé entre théorie, politique et pratique par l'apport d'informations accessibles et variées sur toutes les questions relatives à la notion de genre. Ce numéro d'En Bref a été réalisé grâce au soutien financier du Ministère allemand du Développement et de la Coopération économique (BMZ) par l'intermédiaire de l'Agence de Coopération Technique Allemande (GTZ). Bridge remercie également les organisations suivantes pour leur appui financier au long cours : l'Agence canadienne de développement international (ACDI-CIDA), le Ministère du Développement International au Royaume-Uni (DFID), l'Agence Néo-zélandaise pour le Développement

International (Nzaid), l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement (NORAD), le Ministère norvégien des affaires étrangères, le Ministère Royal des Affaires Étrangères du Danemark (Danida), l'Agence suédoise de Coopération Internationale au Développement (Asdi) et la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), en Suisse.

© Copyright: Institute of Development Studies 2003 ISSN: 1358-0612

Éditrices : Hazel Reeves and Charlotte Sever

Merci à Debbie Budlender, Community Agency for Social Enquiry (CASE), Emma Bell et Susie Jolly de BRIDGE, pour leurs conseils éditoriaux.

Pour de plus amples informations à propos de BRIDGE :

Charlotte Sever, BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, UK, Tel: +44 (0) 1273 877747 fax: +44 (0) 1273 678491

email: bridge@ids.ac.uk

Siyanda: ressources en ligne au service de l'égalité entre les sexes www.siyanda.org/

Genie: Site web d'échange d'informations sur le genre à l'intention des bailleurs de fonds www.genie.ids.ac.uk/

BRIDGE: tous nos rapports, y compris les Kits Actu' (Cutting Edge Packs), sont disponibles gratuitement, en ligne www.ids.ac.uk/bridge/